

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2065

[2012/203904]

**28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus, inzonderheid op de artikelen 12 en 13;

Overwegende dat het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 een materiële fout bevat waaraan verholpen moet worden via de aanneming van een corrigerend besluit dat de samenhang tussen de arbeidsbemiddelingsbureaus op die manier mogelijk maakt;

Dat de informatie bedoeld in artikel 10, § 4, tweede lid, van het voornoemde decreet immers aan de FOREm moet worden overgedragen zodat laatstgenoemde zijn kwantitatieve analyse van de gewestelijke arbeidsmarkt kan aanvullen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« De administratie bezorgt de FOREm de informatie bedoeld in artikel 10, §§ 4, tweede lid, en 5 tot 11 van het decreet. »

**Art. 2.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2066

[2012/203906]

**28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - volet décretaal, notamment les articles 283, 285 et 289;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées;

Vu l'accord-cadre 2011-2012 applicable au personnel du secteur non-marchand public;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 avril 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juin 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que des adaptations sont immédiatement indispensables pour fixer le montant des suppléments octroyés pour l'année 2012 afin de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus des services gérés par un pouvoir organisateur public et qu'il est impératif d'octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés à financer cette mesure;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 46 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 4<sup>e</sup> tiret rédigé comme suit :

« — une subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2011-2012 relatif au non-marchand public. »

**Art. 3.** Dans le titre VI du même arrêté, est inséré le chapitre 5*bis*, comportant les articles 54*bis* et 54*ter*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE 5*bis*. — *La subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2011-2012 relatif au non-marchand public*

Art. 54*bis*. § 1<sup>er</sup>. L'AWIPH verse aux services gérés par un pouvoir organisateur public une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus.

§ 2. L'AWIPH affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 1.611,64 euros.

§ 3. Le montant visé au § 2 est rattaché à l'indice-pivot 154,63 du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Art. 54*ter*. Les services doivent justifier et certifier sur l'honneur l'utilisation des montants visés à l'article 54*bis*, § 2, à de l'engagement complémentaire. »

**Art. 4.** L'article 61 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61. § 1<sup>er</sup>. L'intervention de la personne ne bénéficiant plus d'allocations familiales ordinaires ou majorées, ainsi que celle de la personne handicapée qui avait 21 ans au 1<sup>er</sup> juillet 1987 et qui bénéficiait déjà d'allocations familiales à cette date, s'élève à 20 euros par jour de présence.

§ 2. Lorsque la personne n'exerce pas d'activité professionnelle et si l'ensemble de ses revenus, déduction faite de la quotité de 181,88 euros laissée à sa disposition, ne lui permet pas de payer son intervention, celle-ci est réduite au prorata des revenus constatés. La différence entre les montants de l'intervention réduite et de l'intervention prévue au § 1<sup>er</sup> est compensée par l'AWIPH.

§ 3. Lorsque la personne exerce une activité professionnelle et si l'ensemble de ses revenus, déduction faite de la moitié de son salaire, sans que celle-ci puisse être inférieure à la quotité de 181,88 euros par mois, ne lui permet pas de payer son intervention, celle-ci est réduite au prorata des revenus constatés. La différence entre les montants de l'intervention réduite et de l'intervention prévue au § 1<sup>er</sup> est compensée par l'AWIPH.

§ 4. L'intervention de l'AWIPH destinée à couvrir les frais d'éducation, d'accompagnement et de soutien pour les personnes mentionnées à l'article 61, § 1<sup>er</sup> s'élève par journée de présence à 10 euros pour les personnes de la catégorie A, 15 euros pour les personnes de la catégorie B ou 20 euros pour les personnes de la catégorie C, catégories telles que définies à l'annexe 9.

§ 5. Les interventions visées aux articles 60 et 61 sont rattachées à l'indice pivot 151,60 à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2008. »

**Art. 5.** L'annexe 2 du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Art. 7.** La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

#### Annexe

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées

#### LES QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES POUR LA DETERMINATION DES SUBVENTIONS

##### Directeurs classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

##### A. Personnel d'accompagnement

Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

##### Educateur classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bachelier - bibliothécaire-documentaliste et du diplôme ou certificat d'aptitude pédagogique.

##### Bachelier en soins infirmiers

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

##### Bachelier - Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

##### Bachelier en ergothérapie, kinésithérapie, logopédie ou psychomotricité

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation ou post-graduat paramédical en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier - Assistant social ou bachelier - Conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation en santé communautaire

Les porteurs du diplôme octroyant cette spécialisation.

B. Personnel administratif

Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).

Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

Copiste (Braille) 1<sup>re</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

Comptable 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1<sup>re</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

C. Personnel ouvrier

Personnel ouvrier catégorie I

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2066

[2012/203906]

**28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek IV van het "Code wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid) - Decreet luik, inzonderheid op de artikelen 283, 285 en 289;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin;

Gelet op het raamakkoord 2011-2012 dat toepasselijk is op het personeel van de openbare non-profit sector;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waalse agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 26 april 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juni 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aanpassingen onmiddellijk onontbeerlijk zijn voor de bepaling van het bedrag van de toeslagen toegekend voor het jaar 2012 met het oog op de financiering van compensatiebanen i.v.m. de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen voor werknemers die minstens 52 jaar oud zijn en niet meer diensten beheerd door een openbare inrichtende macht en dat de betrokken gesubsidieerde diensten moeten kunnen beschikken over de middelen tot financiering van deze maatregel;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 46 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin, wordt artikel 1 aangevuld met een vierde streepje, luidend als volgt :

« — een bijzondere toelage om te voldoen aan de bepalingen van het raamakkoord 2011-2012 betreffende de openbare non-profit sector. »

**Art. 3.** In titel VI van hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk *5bis* ingevoegd, dat de artikelen *54bis* en *54ter* bevat, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *5bis*. — *De bijzondere toelage om te voldoen aan de bepalingen van het raamakkoord 2011-2012 betreffende de openbare non-profit sector*

**Art. 54bis.** § 1. Het AWIPH stort een bijzondere toelage aan de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht voor de financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen voor werknemers die minstens 52 jaar oud zijn.

§ 2. Die bijkomende toelage die door het AWIPH aan de diensten verleend wordt bedraagt voor het geheel van de diensten jaarlijks globaal 1.611,64 euro.

§ 3. Het bedrag bedoeld in § 2 wordt aan de spilindex 154,63 van 1 oktober 2010 gekoppeld.

**Art. 54ter.** De diensten rechtvaardigen en verklaren op erewoord een aanwending van de bedragen bedoeld in artikel *54bis*, § 2, voor bijkomende aanwervingen. »

**Art. 4.** Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 61. § 1. De tegemoetkoming van de persoon die gewoonlijke of verhoogde kinderbijslag niet meer ontvangt, alsmede die van de gehandicapte persoon die 21 jaar oud was op 1 juli 1987 en die op die datum reeds kinderbijslag ontving, bedraagt 20 euro per aanwezigheidsdag.

§ 2. Als de persoon niet beroepsactief is en als het geheel van zijn inkomens, na aftrek van het gedeelte van 181,88 euro waarover hij mag beschikken, niet volstaat om zijn tegemoetkoming te betalen, wordt ze naar rato van de vastgestelde inkomens verminderd. Het verschil tussen het bedrag van de verminderde tegemoetkoming en van het in § 1 bedoeld bedrag wordt door het AWIPH gecompenseerd.

§ 3. Als de persoon beroepsactief is en als het geheel van zijn inkomens, na aftrek van de helft van zijn loon, zonder dat deze lager mag zijn dan het gedeelte van 181,88 euro per maand, niet volstaat om zijn tegemoetkoming te betalen, wordt ze naar rato van de vastgestelde inkomens verminderd. Het verschil tussen de bedragen van de verminderde tegemoetkoming en van het in § 1 bedoeld bedrag wordt door het AWIPH gecompenseerd.

§ 4. De tegemoetkoming van het AWIPH bestemd om de opvoedings-, begeleidings- en steunkosten te dekken voor de in artikel 61, § 1, bedoelde personen bedraagt 10 euro per aanwezigheidsdag voor de personen van categorie A, 15 euro voor de personen van categorie B of 20 euro voor de personen van categorie C; deze categorieën worden bepaald in bijlage 9.

§ 5. De in de artikelen 60 en 61 bedoelde tegemoetkomingen worden gekoppeld aan de spilindex 151,60 op de datum van 1 oktober 2008. »

**Art. 5.** Bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage die bij dit besluit gaat.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2012 met uitzondering van artikel 4 dat op 1 januari 2011 in werking treedt.

**Art. 7.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

## Bijlage

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin

KWALIFICATIESVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN  
MET HET OOG OP DE BEPALING VAN DE TOELAGEN

## Directeurs klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenverzorg.

## A. Begeleidingspersoneel

Master in de psychologische wetenschappen, opvoedingswetenschappen, kinesitherapie of logopedie

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Opvoeder klasse I.

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met uitzondering van het diploma van bachelor - bibliothecaris-documentalist, van het getuigschrift en van het diploma van pedagogische bekwaamheid.

Bachelor in de verpleegkunde

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor - Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de ergotherapie, kinesitherapie, logopedie of psychomotoriek

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie of paramedisch post-graduaat in de psychomotoriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Bachelor - Maatschappelijk assistent of Bachelor - Sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie in de gemeenschappelijke gezondheid

De houders van het diploma dat deze specialisatie verleent.

## B. Administratief personeel

Klerk

De houders van één van de volgende titels :

Einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).

Eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travaux de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

Kopiist (braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

Kopiist (braille) 1e klasse

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Boekhouder-klasse I

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Boekhouder-klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

Bachelor economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Master economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

## C. Arbeiders

Arbeiderspersoneel categorie I

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX